

REGARDS

CENTRE DE RETENTION

Un système violent

David Angel

Voilà presque trois ans que le Centre de rétention au Findel est en place, et tout ne semble pas pour le mieux.

« Quand j'ai enfin réussi à l'avoir au téléphone, elle pleurait et semblait paniquée. Elle me disait que les policiers l'avaient mise dans une salle à part, qu'ils lui avaient pris son sac, ses affaires personnelles et son portable. Puis ils l'ont enfermée dans une pièce d'un mètre carré. Elle ne comprenait pas pourquoi on l'enfermait à clef, elle avait très peur et s'est mise à crier... » C'est le témoignage d'une femme dont la sœur était placée au Centre de rétention avant d'être expulsée vers le Maroc.

« Pour nous, le Centre de rétention est une prison. » Sandie Richard, membre du collectif « Keen ass illegal » - issu de la « Campagne contre le Centre fermé » - a une position bien décidée sur ce point. « Le personnel fait de son mieux pour rester humain et à l'écoute... Mais c'est le cadre qui est inhumain ! » Bientôt, cela fera trois ans que le Centre de rétention est installé au Findel. Par sa construction, le gouvernement précédent espérait sortir le Luxembourg de la situation intenable que représentait P2, le bloc pour demandeurs d'asile déboutés à la prison de Schrassig, où une révolte avait coûté la vie à deux personnes en 2005.

« La détention des demandeurs d'asile est, selon le HCR, indésirable en soi. » C'est ainsi que Lydie Err, Médiateure et contrôleur externe des lieux privatifs de liberté, cite le UNHCR dans son rapport de février sur le Centre de rétention.

Le collectif « Keen ass illegal » est du même avis. « Rien que le fait

d'enfermer des personnes, avec la certitude qu'elles seront expulsées, génère des troubles anxieux et autres problèmes » dit Sandie Richard, « Ça peut aller jusqu'à la tentative de suicide ou la grève de la faim. Par exemple, nous avons été informés du cas d'une femme chinoise qui était en grève de la faim il y a quelques mois. Elle ne mangeait pas, elle ne parlait pas et elle ne se lavait pas, jusqu'au moment où on a menacé de la transférer à Ettelbruck. »

Troubles anxieux et autres problèmes

Sophie Rodesch, directrice adjointe au Centre de rétention, tente la dédramatisation : « Effectivement, nous avons des cas de personnes qui refusent de manger parce qu'elles ne sont pas d'accord avec le principe de la rétention. D'habitude, il suffit de leur expliquer pourquoi elles sont en rétention. Pour certaines, il faut l'expliquer plus d'une fois. Mais nous n'avons jamais eu une grève de la faim de plus de deux jours. »

« Nous avons aussi eu connaissance de cas de tentatives de suicide » explique Sandie Richard, « Ces cas isolés sont l'expression d'une détresse extrême provoquée par l'enfermement et l'absence de perspective des retenus. Ils ne peuvent exprimer leur douleur en dehors des murs du centre fermé et retournent la violence du système contre eux-mêmes. » Les accusations de « Keen ass illegal » sont concrètes : « On a été informés de cas de manque d'accès aux soins. Par exemple, le cas d'une personne qui avait un problème très sérieux au genou, nécessitant une opération,





Le Centre de rétention - emprisonnement ou belle vie ?

PHOTO : KEEN ASS ILLEGAL

nous a été rapporté. Elle a eu un traitement antidouleur, mais le problème n'a pas été soigné. »

« Aucun problème objectivement vérifiable d'accès aux soins médicaux n'a été rapporté à l'équipe de contrôle », dit Lydie Err dans son rapport.

« Il est précisé dans le rapport que toute personne admise en centre de rétention doit être vue par un médecin dans les 24 heures qui suivent son admission », souligne le collectif « Keen ass illegal » dans un communiqué réagissant au rapport de la Médiateure. « Un tel délai est inadmissible dans la mesure où il ne permet pas de détecter si une personne vulnérable est médicalement apte ou non à être placée en rétention. De plus, il ne permet pas aux personnes qui nécessitent des traitements urgents de bénéficier de l'accès aux soins qu'elles méritent dès les toutes premières heures de la mise en rétention. »

D'où la recommandation de la contrôleuse externe des lieux privés de liberté « d'instaurer le principe suivant lequel les personnes à admettre au Centre de rétention doivent être en possession d'une attestation médicale, établie au maximum deux heures avant la présentation au Centre, certifiant l'aptitude à la rétention de la personne à admettre ».

Sandie Richard a d'autres points à critiquer : « Des familles avec des enfants ont été retenues pendant plusieurs jours. Il y a aussi eu des cas où les autorités n'arrivaient pas à se procurer les papiers nécessaires pour expulser des personnes, donc on les gardait au Centre... et parfois même, et c'est assez cruel, on garde des gens

jusqu'à la veille des six mois autorisés, ils sortent, et au bout de quelque temps, ils sont remis en rétention. Il y a donc des personnes qui sont enfermées plusieurs fois. »

Doubles peines

« Oui, effectivement, nous avons déjà des cas de ce genre », admet Sophie Rodesch. « Mais normalement, il y a quand même huit ou neuf mois entre les deux périodes de rétention. Il s'agit souvent de personnes qui ont été contrôlées par la police et où l'on s'est aperçu qu'elles étaient toujours en situation d'irrégularité. »

Autre problématique, celle des doubles peines. Lydie Err donne l'exemple d'un ressortissant maghrébin qui purgeait une peine privative de liberté au Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) et qui a été informé de la date définitive de sa mise en liberté. Le concerné « avait prévenu sa famille afin qu'elle puisse venir le chercher au moment de sa sortie du CPL ». Sauf que « lors du passage de ce détenu au greffe en vue de procéder aux formalités (...), il a été informé qu'il ne serait pas libéré mais transféré au Centre de rétention en vue de son éloignement forcé ».

Dans le rapport sur le Centre de rétention, la Médiateure évoque un point qui, tant pour elle que pour le collectif « Keen ass illegal », est inadmissible. « Il est proposé à chaque retenu au moment de son entrée de se soumettre à une prise de sang afin de déterminer s'il est éventuellement porteur de maladies infectieuses. En cas de refus par le retenu, celui-ci est soumis à un régime d'isolement protecteur. » Elle « ne peut être d'ac-

cord » avec cette pratique et cite une recommandation du Comité des ministres aux Etats membres de l'Union Européenne : « Dans l'état actuel des connaissances, le dépistage obligatoire des détenus devrait être pros crit car il serait inefficace et discriminatoire, et, par conséquent, non conforme à l'éthique. »

Dépistage obligatoire

« C'est une question médicale. Les médecins disent qu'il faut faire ces tests de dépistage pour protéger l'ensemble des retenus. On ne fait pas spécialement des tests de dépistage du VIH, mais de différentes maladies contagieuses. C'est pour aider le retenu, pour qu'il puisse avoir le traitement dont il a besoin », affirme la directrice adjointe du Centre.

Et le « régime d'isolement protecteur » ? Selon Sophie Rodesch, « il y a des cas où des sanctions disciplinaires sont prises à l'égard de personnes qui refusent ces tests. Mais souvent, il ne s'agit que de quelques heures. Le plus important, c'est d'expliquer ce qu'on fait. Du moment où les gens comprennent pourquoi on prend telle ou telle mesure, tout est plus facile. »

Elle précise qu'en général « ces mesures d'isolement ne sont appliquées que très rarement et seulement pendant la durée nécessaire pour que la personne concernée se calme ». Et de rajouter : « Nous ne voulons pas sanctionner les gens, nous sommes dans une approche de communication. »

Une Luxembourgeoise d'origine marocaine, dont la sœur était au Centre de rétention, raconte une expé-

rience particulièrement humiliante : « Quand je suis venue pour la première visite, les gardiens m'ont fait déposer mes affaires et je suis passée au détecteur de métaux. Puis ils m'ont demandé d'enlever mon voile. J'ai refusé et je me suis mise en colère. Ils ont insisté en précisant que c'était une mesure de sécurité. »

Les consignes sont claires

Sophie Rodesch semble surprise : « Cela m'étonnerait. Je ne veux pas dire que ce n'est pas vrai, mais c'est contraire à nos consignes. Le respect des religions est très important pour nous ! » La sécurité du Centre de rétention est assurée d'une part par des agents pénitenciers, d'autre part par une entreprise privée. Qui est responsable des visites ? « Ça dépend, des fois, c'est nos agents, des fois, c'est l'entreprise privée. Mais les consignes sont claires ! »

Sandie Richard, du collectif « Keen ass illegal » : « Il y a deux ans, le discours allait plutôt vers un renforcement du Centre de rétention. Aujourd'hui, avec le nouveau gouvernement, les choses semblent changer un peu. Par exemple, l'accord de coalition parle de la création de structures ouvertes comme des maisons de retour. Ce serait une petite avancée, un point positif. Les personnes issues de parcours migratoire sont une grande richesse pour le Luxembourg. Il faudrait réfléchir à des alternatives qui permettent à ces personnes de participer pleinement à la vie du pays. »